



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi
10 pages

PENDANT QUE DALADIER-SARRAUT LIBÈRENT LES CAGOULARDS

La Commune 2 fois saisie

Pour avoir soulevé les oripeaux de "l'amitié franco-britannique" et dénoncé les décrets-lois de misère, de répression et de guerre



Il fallait bien que ces 34 millions votés à l'unanimité des députés, socialistes et staliniens compris, et destinés à magnifier l'alliance des impérialismes franco-britanniques, servissent quelque chose.

La bourgeoisie ne pourra, cette fois, accuser le gouvernement — celui qu'elle charge de défendre démocratiquement ses intérêts de classe — de gaspiller les deniers publics. En l'honneur de George VI, de la police plein les rues, des drapeaux à tous les étages, des articles laudatifs écrits selon le tarif par tous ceux qui, demain, soutiendraient pour le même prix le moral des futurs anciens combattants.

Des rafles opérées massivement, des arrestations arbitraires de travailleurs immigrés par des forces policières dont les récents décrets-lois ont décuplé les moyens d'action.

Et la saisie des deux derniers numéros de notre « Commune ».

**

La première opération policière eut lieu la semaine dernière, trop tard pour qu'il fût possible d'en aviser nos lecteurs par la voie du journal. Le dernier numéro de « La Commune » devait d'ailleurs être l'objet des mêmes mesures et sa diffusion normale était arrêtée par ordre de la Préfecture.

En même temps, nous apprenions la saisie du « Libéraire ».

D'où un désaxement de notre budget hebdomadaire et l'obligation matérielle, bien que la parution normale fût prévue cette semaine sur dix pages, de ne paraître que sur six.

Hurrah pour le roi d'Angleterre !

**

Ne nous attardons pas à de vaines considérations sentimentales. Il y a beau jour — avant le Rassemblement populaire et depuis ce Rassemblement — que les plus élémentaires libertés démocratiques que les masses travailleuses avaient chargé leurs dirigeants de défendre par tous les moyens, il y a beau jour que ces libertés démocratiques sont piétinées et violées par ceux-là mêmes qui avaient revendiqué de les défendre.

Le gouvernement Daladier justifie de plus en plus la qualification de « bonapartiste » que méritaient déjà les gouvernements antérieurs de Chautemps et de Blum.

Liberté aux mercantis et spéculateurs de s'enrichir aux dépens des masses ouvrières et paysannes... Liberté aux Etats-majors fascistes et au grand patronat exploiteur de licencier les travailleurs syndiqués et de livrer les usines et la rue aux canailles ar-

mées de la guerre civile contre-révolutionnaire !

Liberté aux patrons de réduire chaque semaine un peu plus des conquêtes ouvrières de juin 1936.

Mais défense d'agir en révolutionnaire prolétarien, défense même de donner les mots d'ordre conséquents sur la base desquels est possible la lutte pour un minimum de liberté, car la politique de classe est un tout et la lutte contre la misère, la guerre et le fascisme implique inéluctablement la lutte irréductible contre la loi et contre l'Etat bourgeois.

Chacun doit aujourd'hui comprendre que ceux que frappe la répression sont des travailleurs comme toi ; que la lutte que nous menons est celle qui te défend ; que la répression qui frappe aujourd'hui « La Commune » te frappera demain avec une puissance accrue.

L'action contre le fascisme, la misère et la guerre, tu dois y participer et la soutenir politiquement et matériellement.

Mais il faut aussi que la solidarité agissante que nous demandons à chaque travailleur soit pratiquée par les organisations se réclamant de l'avant-garde révolutionnaire, et l'on peut s'étonner que le communiqué de presse envoyé par nous à la suite des opérations policières n'ait été inséré par aucun des organes qui sont exposés demain à être saisis à leur tour et dont certains le furent en même temps que « La Commune ».

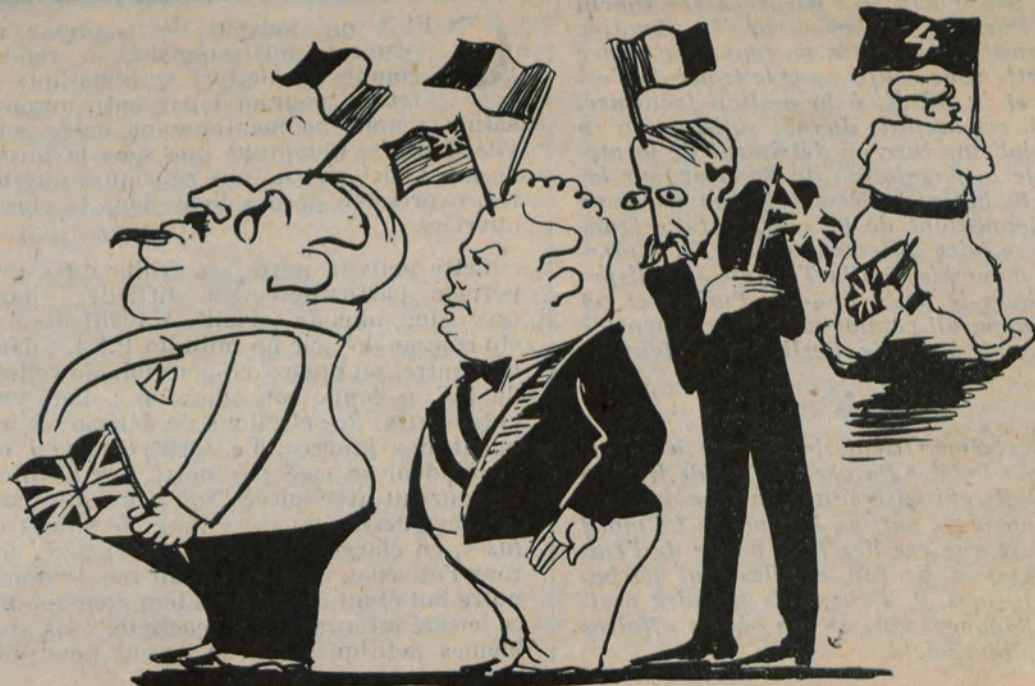
Ceux qui s'opposent aujourd'hui à la réalisation du parti révolutionnaire unique dans les rangs de la IV^e Internationale affaiblissent d'autant les forces prolétariennes dans leur lutte contre la misère, le fascisme et la guerre.

La bourgeoisie, partiellement camouflée derrière les nuées opportunistes des socialistes et des staliniens, déclenche sa répression. Dussions-nous ne paraître que sur une page, ou devoir utiliser pour tout moyen d'expression la simple feuille polycopiée ou le tract illégal, nous continuerons à dénoncer les agissements impérialistes, les traîtres au mouvement ouvrier. Nous continuerons en France à divulguer les doctrines et à répandre les principes d'organisation et d'agitation qui permirent au prolétariat russe de prendre, en 1917, le pouvoir.

Et nous appelons tous les travailleurs de la ville et des champs à nous soutenir dans cette tâche.

Sous les oripeaux de « l'amitié franco-britannique », nous dénonçons son caractère impérialiste. Nous disons aux prolétaires français : « George VI, par tout ce qu'il incarne, a les mains sanglantes et en l'accablant vous tendrez le cou à de nouvelles chaînes ».

La répression ne nous empêchera pas de crier ces vérités, ni de rappeler que les travailleurs n'ont pas à saluer tel ou tel souverain ou Chef d'Etat bourgeois, mais à s'unir internationalement pour briser leurs chaînes.



Chacun pavoise à sa manière !

Les offensives diplomatiques continuent

Les crialleries de « l'Humanité » et les pleurnicheries hypocrites de Blum n'y changeront rien : l'impérialisme français suit, bon gré mal gré la politique de la « Cité ». La frontière espagnole à peu près fermée, le comité de non intervention, U.R.S.S. inclus, s'apprête à homologuer le blocus de l'Espagne républicaine en reconnaissant les droits de belligérance à Franco.

Bien entendu, cette reconnaissance devra être précédée du retrait de quelques milliers de volontaires, ce qui n'affaiblira guère l'armée nationaliste qui tient sa supériorité de matériel ultra-moderne et de techniciens qui, eux, ne seront pas retirés. En attendant on créera peut-être deux ports neutres en zone républicaine et la tragi-comédie continuera.

Il ne faut cesser de le répéter : en Espagne, la conjugaison des efforts des démocraties franco-anglaises, de Staline et des chefs radicaux du Frente popular, a parfaitement trahi les intérêts du prolétariat.

Tous ensemble ont écrasé le mouvement révolutionnaire qui, seul, pouvait, par son développement, et l'appui direct du prolétariat mondial alerté, écraser le fascisme et juguler les manœuvres des ennemis de la révolution : Chamberlain, Blum, Staline.

Aujourd'hui, c'est pour le prolétariat la défaite ou la guerre mondiale impérialiste. Voilà où nous en sommes. Seul un rebondissement du mouvement révolutionnaire en France par exemple, balayant les traîtres, pourrait permettre de sortir de l'impasse.

Les compétitions interimpérialistes redoublent d'intensité. Nous avons déjà signalé que Londres, décidée à faire face aux visées de l'impérialisme allemand en Europe centrale, vient d'augmenter ses investissements de capitaux en Roumanie (Pétrole) ; il est également question de prêts à la Pologne. L'heure semble favorable de ce côté puisque Beck, après son échec d'axe Helsingford-Bucarest se trouve, bon gré, mal gré, n'ayant pu réussir à mettre sur pied un bloc de neutres lui permettant de jouer l'arbitre, obligé d'opter pour Londres ou Berlin.

A signaler l'accord anglo-allemand sur les dettes autrichiennes. La Cité a réussi à faire reculer Hitler mais, par contre, celui-ci se réserve de se montrer plus dur avec les autres prêteurs. Londres, avec son « réalisme » de Shylock ne s'est pas occupé des petits amis sur le dos desquels Hitler pense se rattraper.

De son côté, l'impérialisme français ne restait pas inactif. Un accord a été conclu entre Paris et Ankara sur le Sandjaz d'Alexandrette pour un partage d'influence dans cette zone confiée par le traité de Versailles et la S.D.N. à la gestion française. En fait, cet accord donne satisfaction à l'impérialisme turc au détriment de la majorité de la population du Sandjaz, sur laquelle la botte de Kemal Pacha va, sous l'œil bienveillant de la « démocratie française » se faire durement sentir. En contrepartie, il semble que la Turquie soit disposée à jouer le jeu « Londres-Paris » et cet accord apparaît comme un renforcement de position vis-à-vis de Berlin et surtout de Rome.

En Extrême-Orient, la France a décidé d'occuper les îles Paracel, à l'est de Haïnan (grande île chinoise située en face du Tonkin et menacée par les Japonais). Le motif donné est que ces îles font partie de l'empire d'Annam. En fait, ces îles sont des bases maritimes et il s'agit de prendre position à l'avance pour le cas où les affaires se compliqueraient.

LA GUERRE CIVILE...

DEPUIS la dissolution des milices ouvrières et la formation de l'Armée Populaire « coordonnée et sous un commandement unique », l'Espagne antifasciste s'est réduite à son tiers.

Dans son avance en terrain « républicain », le fascisme écrase et tue tout ce qui reste du mouvement révolutionnaire, et que les successifs gouvernements « démocratiques » du front populaire et particulièrement celui de Negrin n'ont pas pu détruire et lui ont laissé en pâture.

Le gouvernement contre-révolutionnaire Negrin-Staline-Azana a simplifié d'une façon extraordinaire la besogne du fascisme... Il a exterminé le mouvement ouvrier d'avant-garde ; il a assassiné les révolutionnaires les mieux trempés et les plus résistants, détruisant ainsi la barrière la plus solide se dressant contre les troupes de Franco.

Partout, des têtes de révolutionnaires tombent... En Russie de Staline, les « fourrées » des vieux combattants d'Octobre succèdent à un rythme diabolique ; en Allemagne, la hache d'Hitler exécute ceux qui sont restés fidèles au communisme de Lénine ; en Indochine, l'impérialisme français traque et emprisonne les militants révolutionnaires... Mais si les démocrates de toutes les couleurs... et les partis traîtres de la II^e et de la III^e Internationales s'émeuvent (parce que c'est le fascisme qui l'a ordonné) de l'exécution de Liselotte Hermann et de ses compagnons, par contre, ils fouillent avec sadisme dans les entrailles sanglantes des centaines de révolutionnaires que Negrin assassine, pour tenter d'y découvrir... des « traces » d'espionnage et de haute trahison...

Tous les jours la presse du gouvernement de Barcelone annonce que celui-ci dicte des condamnations à mort pour désertion ou pour désaffection au régime... Le nom des condamnés au « service de l'ennemi » est naturellement gardé dans le plus grand secret... pour que personne ne sache que, parmi ces condamnés, il en est beaucoup qui sont des ouvriers « incontrôlables »...

Devant la « démocratie » bourgeoise sous son vrai jour, le fascisme aussi joue au démocrate, et il se vante de dire :

« Nous n'avons pas tué Maurin, tandis que Nin a été assassiné par les rouges »... Bien que ceci soit vrai, ce n'est pourtant qu'un sujet de chantage, car, en entrant dans les villes ou les villages conquis, les troupes du fascisme y assassinent dans leurs cellules les ouvriers révolutionnaires que les républicains n'ont pas libérés...

Au front, le mot d'ordre : Mort au

CEUX qui suivent notre presse ne peuvent suffisamment se rendre compte de l'effort systématique et tenace poursuivi par notre organisation ; nous ne mentionnons notre activité dans *La Commune* que sous la forme de nos articles et de nos rubriques ouvrières, expression de nos liens dans la classe ouvrière.

Cette activité porte ses fruits dans une période particulièrement difficile : dans une usine, plus de soixante travailleurs ont élu comme délégué un militant P.C.I. ; dans une autre, un ancien responsable de cellule du P.C. a donné son adhésion ; dans une autre enfin, des élections de délégués marquent des progrès. Le sérieux travail en profondeur engagé par notre organisation se poursuit avec succès. Notre brochure sur la grève des métaux : « Aux Métaux trahis », en élargira les résultats, et nous aurons l'occasion d'en entretenir nos lecteurs, notre but étant de porter à leur connaissance le côté interne de notre activité : les problèmes politiques qui se posent pour nos

P.O.U.M. « trotskyste » où il se trouve... » circule dans les rangs de l'armée populaire. Les Comorera et les « Pasionaria » hurlent à la mort contre les « trotskystes » ; et par « trotskyste » on entend tous ceux qui font la moindre opposition aux ordres et aux décisions du gouvernement.

Les méthodes du Guépéou de Staline sont en pleine vigueur : des révolutionnaires disparaissent, d'autres sont assassinés, d'autres, et des milliers, sont dans les geôles de la république démocratique du front populaire... qui veut faire croire au monde entier... qu'elle vaincra le fascisme, en emprisonnant et assassinant les ennemis les plus acharnés et les plus virils contre celui-ci. Il faut le répéter sans cesse : la république d'Azana-Negrin préfère laisser passer le fascisme que de laisser subsister le moindre germe de révolution prolétarienne. De là son zèle criminel contre le mouvement ouvrier ; de là aussi les victoires remportées successivement par le fascisme sur tous les fronts.

Les combattants de première heure remplissent les prisons de Negrin. Ce sont les vainqueurs du 19 juillet, c'est le prolétariat révolutionnaire de la « Semaine de Mai » que le gouvernement contre-révolutionnaire de Barcelone veut détruire complètement ou abandonner au fascisme.

Le P.O.U.M. a été décimé ; des bolcheviks-léninistes sont disparus ou ont été assassinés, les ouvriers révolutionnaires, en désaccord avec la C.N.T. et la F.A.I., ont été exécutés par centaines, avec la complicité directe de celles-ci.

Le prolétariat révolutionnaire de tous les pays doit crier : Assez. Il doit exiger des assassins de Nin, Tosca, Wolff, Berneri, Moulin, etc... la libération d'Andrade, de Gorkin, de Gironella, de Maria-Teresa Andrade, de Pilar Santiago, de Solano et des milliers de prolétaires emprisonnés.

Il doit s'élever de toutes ses forces contre les crimes monstrueux commis au nom de la « démocratie » et de la lutte contre le fascisme.

Action immédiate pour arracher des griffes du gouvernement réformiste-stalinien-bourgeois l'avant-garde du prolétariat d'Espagne, prémisses de la victoire socialiste de demain.



Le P. C. I.

militants et leur discussion intérieure sur ces problèmes.

Un copieux B.I. a amorcé la discussion dans le P.C.I. sur notre tactique à l'égard du P.S.O.P. et notre décision quant à la conférence constitutive de la IV^e Internationale. Ce bulletin — le n° 3 fr. — outre des résolutions et articles sur ces problèmes, transcrit en français un bulletin intérieur de la section mexicaine où une partie de l'organisation qui semble représenter la majorité expose ses divergences avec le *Secrétariat International officiel*. Plusieurs réunions du Comité Central de notre organisation ont eu lieu sur les problèmes tactiques face au P.S.O.P., ainsi que sur les problèmes internationaux. Les procès-verbaux de ces Comités Centraux ont été diffusés aux groupes, et il se dégage de l'ensemble de la discussion une opinion favorable à la lutte engagée par le C.C. contre la politique centriste du P.S.O.P. ainsi que sur la collaboration loyale avec ce parti et ses militants pour l'action de classe quotidienne.

EN ESPAGNE

Les télégrammes envoyés par le P.S.O.P. au gouvernement Negrin oublient à dessein de mentionner le nom d'Andrade... Faut-il aussi rappeler à « La Lutte Ouvrière » de Belgique que Tosca est un des plus vieux bolcheviks-léninistes estimé par tous les camarades combattants de la « Colonne Internationale » ? ou bien a-t-il été « oublié » parce que appartenant au groupe « Soviet » de Barcelone ?

**

Le « procès » contre le C.E. du P.O.U.M., annoncé depuis longtemps, va commencer ces jours-ci à Barcelone.

Pendent des mois, la Tcheka stalinienne et les sbires du gouvernement Negrin ont fabriqué les « preuves »... Le prolétariat révolutionnaire doit s'opposer de toutes ses forces à la réalisation du plan de la contre-révolution qui adapte en Espagne les procédés des « procès » de Moscou.

**

Ce ne sont pas ces luttes de « tendances » qui arracheront à Negrin la proie représentée par des milliers de révolutionnaires. La vie de ces camarades est en jeu. Il faut réaliser un puissant front unique de toutes les organisations d'opposition pour manifester devant les ambassades d'Espagne à Paris, en Belgique, etc...

La mise en exécution de cette proposition faite par le P.C.I. fera sérieusement réfléchir les bourreaux du Front populaire de Negrin.

Au travail ! Il faut montrer aux artisans de la contre-révolution que les emprisonnés ne sont pas isolés, mais qu'ils ont tout le prolétariat révolutionnaire avec eux, pour les défendre.

Il y a quelques mois, les ouvriers de tous les pays affluaient en Espagne, apportant leur contribution à la révolution. Aujourd'hui, ils doivent exiger et obtenir la libération de leurs compagnons d'alors menacés de mort, par le gouvernement d'assassins aux ordres de l'impérialisme franco-anglais et de Staline.

Il existe aussi un autre problème qui se pose, immédiat. C'est celui des vivres. En plus de la répression et de la terreur, le gouvernement Negrin soumet les ouvriers

au travail



Des divergences ont été formulées qui font l'objet du prochain bulletin intérieur de juillet.

Le problème de l'unification des *bolcheviks-léninistes* a été l'objet de textes dans le bulletin intérieur et de discussions dans l'organisation.

Ce problème, qui reste posé malgré la politique sans principe de la direction du P.O.I. — dont les dernières manifestations sont caractéristiques : adhésion au Comité de Front populaire pour le « Mur » ; participation à un meeting « pour ne pas déshonorer la France !... » ; bluff constant qui entraîne dans « Juin 36 » des désaveux de membres du P.O.I. !... — toutes ces caractéristiques ne diminuent pas les difficultés que crée la division des B.-L. C'est pourquoi notre Comité Central et nos militants discutent cette question à l'occasion du Congrès pour la IV^e — Où le P.S.O.P. est invité et non le P.C.I. (!) — Des textes sont soumis à l'organisation et paraîtront. Le P.C.I. garde sur ces problèmes une conduite de

à la famine la plus noire. Tandis que les camions de vivres qui partent tous les jours en Espagne sont destinés à maintenir les éléments réactionnaires du P.S.U.C. et des corps armés du gouvernement, les ministères, etc., les coopératives ouvrières ne peuvent distribuer que deux pommes de terre par personne, quand il y en a... Les prisonniers aussi manquent de nourriture.

Nous avons fait ce que nous avons pu, et les premiers petits colis de riz, farine, lait, etc..., sont partis la semaine dernière.

Nous demandons à tous nos camarades de ne pas oublier que les pommes de terre et le pain sont aussi nécessaires que les munitions, et nous les engageons à nous envoyer leurs gros sous, pour que nous puissions faire parvenir aux camarades emprisonnés et « oppositionnels » d'Espagne, le témoignage immédiat de notre solidarité prolétarienne.

U. R. S. S.

UN TRAITRE QUE « L'HUMANITE » NE DENONCE PAS

On a beau vérifier toutes les colonnes de « l'Humanité », on ne trouve pas un mot sur la fuite hors d'U.R.S.S. du *Commissaire du peuple aux affaires intérieures de la République d'Extrême-Orient*, un nommé Louchkov, qui a remis aux Japonais des informations très précieuses sur la défense soviétique en Extrême-Orient.

Pourtant, c'est là un fait grave de première importance. Voyez-vous le préfet du Bas-Rhin ou le gouverneur militaire de Strasbourg livrant les importants secrets qu'ils peuvent détenir par leurs fonctions, aux autorités allemandes.

Pourquoi « l'Humanité » ne dit-elle rien à ce sujet ? C'est que les staliniens ne peuvent pas, sans truquage préalable, dire que c'est un « trotskyste » au service de l'impérialisme japonais. Le dit Louchkov a « épuré » tant et plus en Extrême-Orient. Il a fait fusiller des « trotskystes », il a exécuté les ordres de Staline... jusqu'au moment où il a cru utile de garer sa peau.

Après Butenko, Louchkov. Au sommet de l'appareil soviétique, Staline et Jejev — pour lesquels « le Temps » a publié un long article élogieux qui n'a certainement pas été publié sans quelque virement de fonds soviétiques — ont placé des contre-révolutionnaires « dans la ligne ». Les exécutions se multiplient. Mais la lutte entre la révolution et la contre-révolution en U.R.S.S. aussi surgira au grand jour.

Les Louchkov qui sont dans l'appareil se heurteront à la résistance des travailleurs soviétiques.

P.S. — Un camarade nous a adressé une lettre avec des questions sur l'U.R.S.S. Nous la publions et y répondrons volontiers dans un prochain numéro. Impossible pour ce numéro où la place nous manque.

— Nous n'avions pas lu le livre sur l'U.R.S.S. de Friedman, écrivain stalinien de la « Maison de la Culture ». Or une violente attaque vient d'être lancée par Politzer, bonne à tout faire du stalinisme, contre ce livre, accusant Friedman de contrebande trotskyste. Nous en parlerons une prochaine fois.

principe ; les calomnies qui devaient le détruire n'en ont rien fait ; le système des calomnies a porté ses ravages dans les rangs des partisans de la IV^e. G. Verecken, ex-secrétaire de la section belge, aurait même jugé opportun de démissionner du P.S.R. afin de protester contre les méthodes officielles et la comédie de constitution hâtive.

Nous reviendrons sur ce point. Le P.C.I. continue sa tâche. Il œuvre pour la IV^e de la façon la plus utile, avec une opiniâtreté qui lui vaut la haine des policiers et des philistins. Ce qui démontre l'utilité de sa tâche, c'est l'expérience internationale elle-même. Notre vie politique, notre combat, n'ont qu'un but : empêcher la liquidation des bolcheviks-léninistes par des méthodes d'organisation utiles à des cliques, mais nuisibles à la formation du Parti international de la Révolution prolétarienne.

A l'usine, à la caserne, dans les organisations de masses, le P.C.I. poursuit son effort !

Contre les travailleurs 101 nouveaux décrets-lois

Un train — le cinquième — chargé de chaînes, comme les précédents.

Cette nouvelle série de 101 décrets-lois que vient de publier l'*Officiel* ne peut être étudiée en détail dans le cadre restreint de cet article.

Soulignons d'abord ce qu'on n'y trouve pas !

Contre l'augmentation croissante du coût de la vie : *Néant*.

Augmentation de l'indemnité aux chômeurs : *Néant*.

Retraite pour les vieux : *Néant*.

Répression des provocations fascistes dans la rue et dans les entreprises : *Néant*.

Défense des travailleurs contre les licenciements massifs décidés par le grand patronat : *Néant*.

Sous la bannière du Front populaire, le gouvernement bonapartiste de Daladier ne peut prendre que des mesures de classes contre le prolétariat, en faveur de la bourgeoisie dirigeante, avec la complicité des dirigeants staliniens, socialistes et cégétistes !

Quelques-unes de ces mesures doivent être vigoureusement dénoncées... et combattues.

UNE INFLATION NOUVELLE

DE 52 MILLIARDS...

L'un des décrets-lois porte ce titre bénin : Institution de l'open-market, ce qui signifie : marché ouvert.

Mais un texte porte à 52 milliards le plafond des avances de la Banque de France au Trésor, et un autre autorise la dite Banque de France à actionner la « presse à billets » pour opérer des achats sur le marché des valeurs.

Les travailleurs connaissent par expérience à quoi aboutit la politique d'inflation !

DES CHARGES NOUVELLES

Si des allègements fiscaux sont prévus dans la législation de l'impôt sur les jeux, si les propriétaires capitalistes sont encouragés à entreprendre des constructions nouvelles par des exonérations d'impôt foncier et de droits d'enregistrement, des charges nouvelles résulteront des décrets instituant de nouvelles taxes et relevant les tarifs douaniers sur diverses denrées coloniales.

D'autre part, les dispositions prises concernant l'équipement hydro-électrique du pays sont un chapitre de l'équipement total de la nation en vue de la guerre.

DEPENSES NOUVELLES : 100 MILLIONS A MANDEL !

... pour accroître, dit-on, la production de l'or aux colonies. Ce n'est pas demain que ce nouvel investissement sera compensé par une augmentation réelle du rendement des « placers ». Mais c'est immédiatement que les masses coloniales vont être contraintes à une exploitation impérialiste forcée. C'est de l'or rouge qui rentrera — s'il rentre — dans les coffres de l'Etat !

ET ENFIN, EXTENSION

DE L'APPLICATION

DE LA PEINE DE MORT

Désormais, la peine de mort sera applicable aux « crimes d'espionnage » en temps de paix. Le décret se réfère à la législation existant en Allemagne, Italie, Pologne, Tchecoslovaquie et Roumanie. L'U.R.S.S. n'est pas citée !

Mais si l'on se souvient que peut être assimilé au crime d'espionnage la dénonciation par les prolétaires eux-mêmes des conditions qui leur sont imposées dans les entreprises et la lutte opiniâtre contre la guerre et sa préparation, ce décret de répression prend une portée dont tous les travailleurs apprécieront la gravité.

Les organisations d'avant-garde vont-elles enfin réaliser leur unité d'action pour faire barrage à la montée de l'arbitraire gouvernemental ? Les travailleurs vont-ils enfin comprendre la nécessité urgente d'un parti révolutionnaire bolchevik-léniniste ?

Le droit d'exclure la volonté de tuer

Un congrès du « plus beau syndicat de France », du Syndicat de la Métallurgie parisienne, il n'est sorti de sérieux qu'une seule résolution dite « sur l'unité ». Par un nouveau système de représentation — imposé arbitrairement par le bureau — les minorités n'avaient déjà trouvé qu'un accès difficile au congrès ; là-bas, les quelques rares opposants eurent le droit de se faire engueuler jusqu'à être obligés de quitter le congrès. Une résolution générale creuse et une courte mais substantielle résolution, que « l'Humanité » seule a publiée. En voici l'essentiel :

Le Congrès précise que toute mesure doit être prise contre ceux qui ne respecteraient pas, sous le couvert de tendances, les décisions régulières adoptées dans l'organisation, selon la loi de la démocratie, qui reste celle de la majorité.

A cet effet, mandate la commission des conflits, la commission exécutive à prendre toutes décisions pouvant aller jusqu'à l'exclusion publique de tous ceux qui, par leurs attaques ou leur attitude, pourraient nuire à l'unité syndicale qui seule peut permettre aux métallurgistes de conserver les avantages acquis et d'aller plus loin dans la voie de leur émancipation.

Ainsi, les Costes, Croizat, Doury, Timbault..., ont acquis le droit d'exclure, au moment où, partout, les oppositions grandissent, où l'on peut partout compter des travailleurs qui ne veulent plus subir les zigzags staliniens, qui veulent une orientation de combat. C'est précisément pour gagner du temps que les bureaucrates ont pris ce droit d'exclure.



Certains d'entre eux veulent même plus. Un membre de la Commission exécutive de la Fédération du Bâtiment nommé Douence, vient d'écrire les lignes suivantes dans « l'Ouvrier du Bâtiment », organe fédéral (numéro de juin 1938) :

La haine professée à l'égard du communisme sert à merveille les intérêts du fascisme, du capitalisme et de tous ses suppôts ; cette haine du communisme a conduit de prétendus révolutionnaires, en Espagne, à faire objectivement le jeu des franquistes et de leurs soutiens.

J'ai eu l'occasion de me rendre compte de leurs méfaits qui ont été réprimés comme il convenait. La cinquième colonne et ses agents dans les rangs de la classe ouvrière n'ont plus droit de « cité » en Espagne républicaine ; en France, il doit en être de même. Des opérations peut-être douloureuses mais nécessaires sont à faire.

C'est clair : ce n'est pas seulement le droit d'exclure, c'est la volonté de tuer.

Nous n'avons pas d'illusions sur ce point depuis des mois et des années. Nous savons ce qu'était le stalinisme. Nous nous bornons seulement à relever ces lignes pour ceux qui auraient encore quelques doutes, quelques hésitations...

Menaces, violences, assassinats même, le stalinisme n'arrêtera pas la marche de la révolution prolétarienne. Dans les syndicats, hors des syndicats, nous poursuivrons la lutte impitoyablement. C'est le stalinisme qui a recours aux moyens désespérés, c'est lui qui sera malgré tout vaincu.

Chez Citroën-Epinettes

On peut chanter victoire dans l'« Humanité » ; mais ça ne change pas la réalité, à savoir que la majorité des travailleurs de chez Citroën-Epinettes n'est pas contente de l'orientation du « plus beau syndicat de la C.G.T. ».

On peut arriver à supprimer la démocratie dans les assemblées syndicales ; on peut empêcher des camarades de distribuer un tract pour la candidature Trocello, tandis que le syndicat-maison pouvait agir librement ; ça n'a pas empêché les ouvriers de s'exprimer aux élections de délégués. Il n'y a pas, parmi les 66 voix qui ont voté pour Trocello, un seul travailleur qui se soit prononcé dans la confusion ; parmi ceux qui ont voté pour les candidats « officiels » du syndicat, combien l'ont fait par un sentiment de discipline comprise de façon mécanique ?

Les staliniens chantent victoire dans l'« Humanité », mais à l'usine ils voudraient bien rattraper le terrain perdu. Mais ce n'est pas contre le syndicat maison, contre l'U.C.C. qu'ils portent leurs coups. Non, c'est contre le camarade Trocello que quelques-uns déversent leur bas dans les coins obscurs.

Le camarade Trocello les a, par tract, sommés de s'expliquer publiquement, de porter ouvertement leurs accusations, de les soumettre à une commission d'enquête. C'est la troisième fois en deux ans qu'il fait cette proposition. Par deux fois, ils n'y ont pas répondu. Il est douteux qu'ils relèvent ce défi à la troisième fois. Aux ouvriers qui ont déjà compris viendront s'ajouter ceux qui seront cette fois-ci encore éclairés. Ils rejoindront les rangs du P.C.I. C'est par la politique révolutionnaire qu'un barrage sera opposé au fascisme dans l'usine et dans la rue.

Echec aux Staliniens Chez Bloch, à Courbevoie

A l'atelier du « Tourniquet » viennent d'avoir lieu les élections pour renouveler les délégués d'équipe. C'est une fonction d'ordre syndical, d'une importance minime par rapport aux délégués d'atelier ; cependant, de cette façon, les ouvriers désignent, par équipe, celui qu'ils jugent le plus apte à défendre leurs intérêts.

Les votes furent faits sans annonce préalable. Les délégués de la C.E. venaient dire : il faut voter, ceux qui veulent être candidats n'ont qu'à le dire. De cette façon, la cellule stalinienne qui avait préparé l'affaire, — puisque pour une équipe, un ouvrier absent ce jour-là fut indiqué comme candidat par des staliniens présents — espérait l'emporter sur toute la ligne.

Mais... Des camarades s'opposèrent aux candidats staliniens. Des ouvriers révolutionnaires, des travailleurs opposés aux méthodes bureaucratiques. Sur une dizaine de délégués à désigner et bien qu'il n'y ait pas eu de candidatures oppositionnelles dans toutes les équipes, il y eut parmi les opposants trois élus titulaires et deux élus suppléants. Une importante minorité se manifesta ainsi.

Un des cas les plus typiques fut l'élection dans une équipe où s'affrontèrent le responsable de la cellule stalinienne du « Tourniquet » et le mili-

CLUB D'ETUDE ET D'ACTION ANARCHISTES

Le Club invite ses amis et sympathisants à assister à sa grande causerie publique et contradictoire, sur un sujet qui intéresse tous les militants d'avant-garde : « Cronstadt », qui sera faite par le camarade Vergine.

Cette causerie aura lieu le mardi 12 juillet, à 20 h. 30, salle Lejeune, 67, rue de Ménilmontant. Les contradicteurs bolcheviks sont vivement invités à y prendre part.

A Pontigny, ce fut, si nous en croyons le rédacteur du « Temps », R. Millet, très idyllique. Le Chablis n'incline pas à l'humeur noire...

« Qu'on le veuille ou non, M. Lindberg (le « Jouhaux » suédois) et M. Soederlund (le « Gignoux » de là-bas) étaient à Pontigny, se serraient la main, échangeaient des propos amènes, voire des éloges ; ils ont même chanté en chœur un refrain de matelots, un soir, à Vézelay, sous l'admirable abbaye de Sainte-Madeleine, près du promontoire où saint Bernard prêcha la deuxième croisade. »

Bien qu'on soit averti des trahisons quotidiennes, l'histoire a fait quelque bruit et, dans « le Peuple », un des secrétaires confédéraux, Belin, a riposté par une violente attaque... contre Valois. « Vous en êtes un autre, Monsieur », lui dit-il en substance. Evidemment, le passé de Valois ne le

LE COIN D

tant trotskyste. Ce dernier battit le stalinien par 16 voix contre 10.

C'est parce qu'un peu partout leur autorité tombe que les staliniens ont pris la décision d'exclure du syndicat les opposants. C'est une menace qui n'arrêtera pas les ouvriers révolutionnaires.

Chez les instituteurs un comble !

Si le gouvernement, dit de Front populaire, n'a pas accordé 10 % aux instituteurs, il a tout de même voulu faire quelque chose pour eux. En effet, alors que les vacances commenceront cette année le 15 juillet, de nombreux instituteurs de la Région parisienne ont reçu une circulaire gouvernementale les convoquant le 19 juillet (pendant les vacances !) pour conduire les gosses acclamer le représentant de l'impérialisme britannique.

On attendra, sans doute en vain, une protestation du Syndicat National, puisqu'aussi bien le dernier numéro de « L'Ecole Libératrice » donne, dans sa partie scolaire, comme sujet de travail manuel, la confection d'un drapeau britannique.

Tous les instituteurs révolutionnaires doivent élever une vigoureuse protestation dans leur section syndicale et demander au Syndicat de lancer l'ordre pour tous les instituteurs de la R.P., convoqués ou non, de ne pas se rendre sur le passage du George VI en question, ni d'y amener les enfants des écoles.

CONTRE LES 1.200 FRANCS !

Dans le dernier numéro de « Révolution » la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire lance le mot d'ordre du salaire minimum de 1.200 francs pour les jeunes instituteurs.

Vraiment, nos camarades J.S.R. ont bien peur d'être traités de démagogues puisque le Syndicat National lui-même demande un salaire supérieur. En effet, si l'on reprend les chiffres de Delmas qui demande un traitement de début de 1.000 fr. à l'indice 500, on voit que la revendication du S.N., si elle aboutissait maintenant, donnerait environ 1.400 francs comme salaire minimum.

Il faut donc lutter, non pour les 1.200 francs, mais pour la prise au sérieux des mots d'ordre lancés par le S.N. et pour le retour aux méthodes de lutte de classe qui, seules, peuvent faire aboutir cette revendication.

BAVARDAGES SUR LES LICENCIEMENTS

L'Union des Syndicats a fait une assemblée sur les licenciements : cadres syndicaux, parlementaires (combien ? et pourquoi faire ?). Mais tous ces bavardages n'arrêtent pas le patronat.

Résultat : des démarches au gouvernement. Mais quel résultat ? Depuis plusieurs semaines, ça fait plusieurs fois que, pour diverses raisons, de Jouhaux à Hénaff, on va voir Daladier. Il n'est pas sans avoir répondu quelque chose. Pourquoi poursuivre la diplomatie secrète ? Ou Daladier a fait des déclarations vagues ou des déclarations précises, pourquoi ne pas les dire ? Et cela éviterait de faire de nouvelles démarches inutiles ?



Pas de bloc avec
les « opposants »

qualifie pas trop pour servir de censeur dans les rangs ouvriers. Mais le Belin qui ne veut pas être attaché « à un piquet intellectuel » et qui applaudit « un patron, tel M. Detœuf, qui dit avec autorité et courage ce que je pense moi-même sur la fin du libéralisme », a chargé son compère Dumoulin de le défendre dans « Syndicats »... contre Bergery et les anarcho-syndicalistes.

Mais l'article de Dumoulin vise tout simplement à empêcher que soit troublé le bloc formé dans ce « Centre d'Action syndicale contre la guerre » destiné à empêcher que se dresse une opposition forte contre la politique du Bureau confédéral unanime de Jouhaux à Frachon.

Pontigny, nous n'avons rien trouvé à ce sujet dans « le Libéraire » et nous attendons ce qu'en dira et ce que n'en dira pas Chambelland.

De l'idylle de Pontigny, le plus clair à déduire,

U PROLO

Dans les P.T.T.

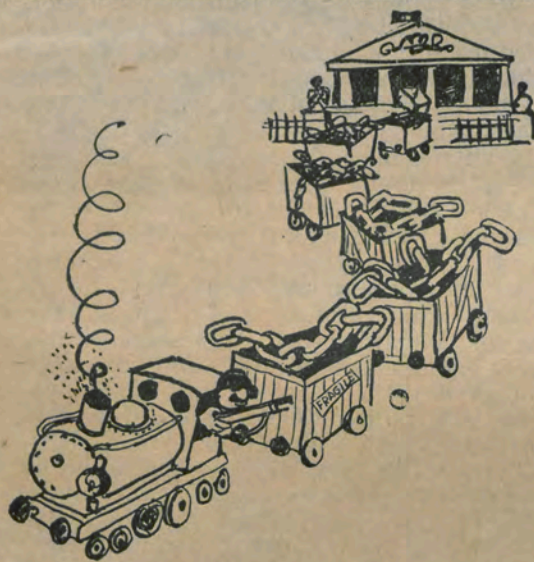
Vers l'inaction

Voici maintenant un mois que Daladier a refusé catégoriquement de satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires et aucune forme d'action concrète n'a encore été élaborée.

Sous prétexte de démocratie syndicale, les différents organismes syndicaux ont rejeté la responsabilité du déclenchement de la grève immédiate et illimitée, et la consultation des adhérents s'est effectuée d'une façon étriquée.

Par avance, les dirigeants, sur le plan régional, national ou fédéral, cherchent à dégager leurs personnalités et à se mettre à l'abri des critiques consécutives aux échecs inhérents à leur activité.

Un Comité régional restreint des Employés des P.T.T. a été convoqué à Paris le mercredi 29 juin. Fleury a attaqué tout ce qui n'est pas stalinien. Il a reproché au Cartel des fonctionnaires et des Services publics son attitude de capitulation. Il a falsifié, selon la méthode stalinienne, l'appréciation, parue dans la presse, du secrétaire administratif de la Fédération Postale sur la démagogie du parti communiste dans la question des traitements des fonctionnaires. Mais le comble de la duplicité fut atteint lorsqu'il émit des doutes sur les chances de succès d'un ordre comportant l'arrêt du travail et suspecta les secrétaires des sections de base du fait des démissions nombreuses résultant de la carence syndicale. Fleury, par démagogie, bavarda pour l'action (en ne la précisant pas), mais foncièrement il agit contre toute action qui engendrerait un conflit entre l'Etat exploiteur et ses « serviteurs ».



Train de vacances
pour les travailleurs

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. RASTIDE

de Pontigny !

ce n'est pas la trahison archiconnue des Belin et autres nombreux bureaucrates qui sont habitués aux idylles des loges franc-maçonniques, c'est la duperie des « opposants » du « Centre d'Action syndicale ».

Nous ne pouvons qu'approuver la dénonciation faite par « le Cercle Lutte de Classes » du bloc voulu et réalisé avec les réformistes par « la Révolution prolétarienne » et « le Libertaire » :

« D'une manière générale, rien ne distingue essentiellement la politique menée, dans la C.G.T., réunifiée, par les dirigeants ex-confédérés et les dirigeants ex-unitaires ».

Rien ne les distingue sur les questions internationales, rien ne les distingue sur les questions des revendications ouvrières, rien ne les distingue même, sauf la manière d'opérer, sur leur mépris des travailleurs et les violations de la dé-

La discussion a permis de constater que les camarades ex-unitaires avaient pour mission de faire des interventions gauchistes. Par cela même, ils donnaient raison à ceux qui, depuis l'avènement du Front populaire, ne cessent de dénoncer et de condamner les dirigeants des organisations dites ouvrières qui entraînent progressivement le prolétariat à la défaite.

À la fin des débats, Cougnenc (secrétaire général du Syndicat), vint apporter son point de vue sur la situation et démontrer quelque peu les assertions contenues dans un ordre du jour de la Région ; mais cela ne saurait cependant le blanchir. La lutte entre staliniens et réformistes est toujours des plus nauséabondes et ne constitue effectivement qu'une « lutte de places ».

À ce moment l'atmosphère se transforma. Depuis les congrès de Vichy, deux ordres du jour, insérés dans « la Bataille des P.T.T. » et dans « l'Humanité », utilisaient abusivement l'importance du nombre des syndiqués. Le dernier en date, précédé d'un gros titre : les 10.000 employés parisiens félicitent le Parti communiste, concrétisait une méthode basée sur le mensonge et la colonie. Jamais les adhérents de la Région parisienne n'avaient été appelés à adresser des félicitations au Parti communiste. D'ailleurs, il suffit d'indiquer que la moitié des responsables des sections ont montré leur opposition au passage relatif au parti communiste, lors du vote de l'ordre du jour qui, tardivement, avait été ramené à une consultation, du reste trop restreinte.

C'est ainsi qu'on peut se rendre compte de la conception particulière de la démocratie syndicale du Bureau régional des Employés de Paris.

Selon les intérêts de cet organisme et du parti auquel il est lié, tantôt les postiers sont placés devant un fait accompli, tantôt ils sont amenés à subir une procédure de temporisation dont la durée ne peut que les desservir et briser leur combativité.

Qu'entre chaque section, qu'entre chaque catégorie et qu'avec toutes les corporations, ils créent une liaison solide et constante qui leur permettra d'agir rapidement et de passer à l'action directe avec tous les atouts pour la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.

Une proposition de front unique au P.S.O.P.

Nous avons envoyé au P.S.O.P. la lettre suivante :

Ayant remis cette lettre au Bureau lundi dernier, Pivert nous déclara que la direction nationale du P.S.O.P. avait renoncé à une manifestation de rue et que la direction régionale devait se réunir ultérieurement. Notre lettre devait y être lue. Nous ferons connaître la réponse qui nous aura été faite.

Camarades,

La venue en France des souverains britanniques est l'occasion d'une mobilisation formidable de l'impérialisme français. Elle s'accompagne dès maintenant d'une répression policière accentuée (saisies de « La Commune » et du « Libertaire », expulsions par milliers de travailleurs étrangers).

Une riposte à ces manifestations de préparation à la guerre impérialiste doit, pour avoir une force suffisante, être assurée par un front unique des organisations d'avant-garde. C'est pourquoi nous vous proposons que les modalités de manifestations communes soient examinées et préparées en commun par les organisations qui, comme la nôtre, manifesteront en cette circonstance. En effet, vous annoncez, dans le dernier numéro de « Juin 36 », une manifestation pour le 19 juillet. Notre organisation estime que les forces et l'influence actuelles des organisations d'avant-garde ne permettent pas de contre-manifestation sur le parcours, ni même de passer outre à l'interdiction inévitables d'une réunion publique. Nous pensons que le prolétariat peut être alerté par tracts, papillons ; que c'est dans les quartiers ouvriers, sur les marchés, lieux de pointage des chômeurs, que c'est également par des démonstrations dans les usines et bureaux que l'avant-garde peut efficacement s'opposer au torrent chauvin.

Une délégation de notre organisation est prête à se rencontrer avec vous au plus tôt pour préparer une riposte aux manifestations de l'impérialisme français.

mocratie ouvrière. Rien ne les distingue, sauf une servilité différente à des maîtres différents, le capitalisme français et la bureaucratie soviétique.

Contre « le Centre d'Action syndicale contre la guerre », avec les minorités rassemblées par

Il n'y a pas d'équivoque possible : le bloc avec les villégiaturistes de Pontigny, ou le bloc des révolutionnaires.

« L'Ecole Emancipée », tels doivent être les mots d'ordre des révolutionnaires dans le mouvement syndical. Il importe à ce sujet que chacun se situe avec précision. Notamment, il importe que les militants du P.S.O.P. (sans se couvrir du voile mensonger de « l'indépendance du syndicalisme ») prennent sur ce point une position claire. On ne peut combattre Blum et Paul Faure si l'on soutient Jouhaux et Frachon par l'intermédiaire de Dumoulin et Cie.

Grâce au Front Populaire Doriot parle au Havre

Mais des centaines d'ouvriers appliquent nos mots d'ordre

Le 1^{er} juillet, Doriot devait parler au Havre à 20 h. 45.

Les groupements du F.P. convoquèrent les travailleurs à la salle Franklin pour 18 heures ; là, les orateurs s'employèrent à faire admettre aux prolétaires qu'ils s'abstiennent de toute action contre les fascistes pour la soirée.

Mais, malgré cela, dès avant 20 heures, des centaines d'ouvriers se pressaient aux abords de la réunion fasciste et se heurtaient aux barrières des flics et des gardes-mobiles.

Déjà on commence à se battre, des copains sont blessés. Mais après les charges du service d'ordre, on se regroupe en masses compactes. Vers 22 h. 30, le chef stalinien J. Le Troadec arrive devant le principal barrage, rue Thiers, et essaie d'appeler au calme. Mais sa voix est aussitôt couverte par les cris : Doriot au poteau ! A bas les freineurs ! Aussi doit-il se retirer.

Après lui, un copain invite les camarades à forcer le barrage ; il est vivement applaudi. Les flics chargent avec une violence inouïe. Des femmes sont frappées. Les mobiles sortent avec leurs mousquetons. Un quart d'heure après, notre groupe est reformé. Les copains du rayon du P.C.I. du Havre, et nos sympathisants, appelés par « le Prolétaire », sont au premier rang, face aux flics, scandant nos mots d'ordre et les chants révolutionnaires.

Tous les travailleurs présents manifestent leur mécontentement contre les dirigeants du Front populaire qui les laissent sans ordres et sans armes. Le Troadec se fait vivement engueuler.

Il faut des milices ouvrières solidement armées, telles que, seuls, au Havre, « le Prolétaire » et « la Commune » les préconisent.

Nos publications

VIENT DE PARAITRE :

« La bête trotskyste » explique...
AUX METALLOS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES

(La grève du 24 mars au 16 avril)
Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

Manifestations de chômeurs

CHARGE d'enterrer le mouvement des chômeurs, l'Union des Syndicats de la Seine s'est vue obligée de faire quelque chose apparemment pour que les sans-travail ne lui échappent pas totalement.

Aussi, samedi dernier, une délégation fut envoyée chez Daladier, qui la fit recevoir par un sous-ordre quelconque, chargé de bredouiller la réponse classique dans ces cas-là : prenons bonne note, étudierons soigneusement, ferons tout ce que nous pourrons...

Et puis, des manifestations furent organisées localement. Les chômeurs devaient se rendre des centres syndicaux aux mairies pour déposer leurs revendications. Bien entendu, les chômeurs avaient été invités à se montrer dignes, corrects, sages et tout et tout ; il ne pouvait être question de luttes.

Aussi, dans la plupart des cas, les manifestations consistèrent en ballades de quelques centaines de chômeurs, plus ou moins bien groupés, sans pancartes, sans cris, sans chants. Le nombre des chômeurs présents fut bien inférieur au nombre de chômeurs véritables.

Le chômage augmente et les perspectives pour l'automne, après les vacances que les chômeurs ne connaîtront évidemment pas, sont un accroissement du chômage encore. Plus de 60 millions de francs, par un vote unanime des Chambres, pour recevoir le roi et la reine d'Angleterre, des millions accordés sans difficulté pour les softographies du 14 juillet, mais pas un sou pour ceux dont les patrons ne peuvent pas tirer de plus-value. Les chômeurs réorganiseront leurs comités, ils se refuseront à servir de bétail électoral, ils prépareront des manifestations, avec les travailleurs encore occupés à la production, contre les 45 heures, pour une semaine de travail inférieure à 40 heures même, si les 40 heures ne suppriment pas le chômage. Ils imposeront des allocations meilleures et l'exonération des loyers.

Les chômeurs, ils n'ont plus rien à perdre, ils n'écouteront plus des bureaucrates, des permanents qui ne vivent pas de misérables allocations, ils suivront les « trotskystes », les seuls qui, sans cesse, ont préconisé le combat pour imposer à la société capitaliste le soutien des prolétaires réduits au chômage.

La J. C. I. apporte ses propositions à la Conférence Nationale des J. S. R.

LES 2 et 3 juillet, se tenait une Conférence Nationale des Jeunes Socialistes Révolutionnaires. Le fait qu'à cette conférence avait été prévue une séance spéciale, réservée au problème de l'unité révolutionnaire de la Jeunesse et ouverte aux délégués des organisations oppositionnelles de jeunes, marque une volonté d'unification et de regroupement dont nous ne pouvons que nous réjouir.

A cette séance, qui eut lieu dans l'après-midi du 3 juillet, participaient, outre la délégation de la Jeunesse Communiste Internationaliste, une délégation de la J.S.O.P. et des délégués des J.S. de l'Aisne et des J.S. de Nantes.

Ces derniers indiquèrent qu'ils étaient là en observateurs et que c'est seulement après discussion à l'intérieur de leur section que leurs camarades pourraient se prononcer pour l'adhésion à la J.S.R. ou à la J.S.O.P.

Les propositions de la J. C. I.

Après une courte déclaration de la J.S.O.P. qui indiquait que, du fait que son organisation n'était pas encore régulièrement constituée et que son programme était en discussion, elle ne pouvait apporter des propositions précises, le camarade Morga intervint au nom de la J.C.I.

Ayant rappelé que toute la situation présente en France et dans le monde, dominée par la faillite du Front populaire et des II^e et III^e Internationales, rend plus impérieuse que jamais la nécessité de la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse, il examina les conditions dans lesquelles celle-ci peut être créée.

Aujourd'hui, les J.S.R., comme nous, déclarent, dans le dernier numéro de « Révolution », que l'organisation de masse de la jeunesse révolutionnaire n'existe pas et, en commun avec les J.S. de l'Aisne, ils lancent un appel auquel nous apportons notre adhésion.

Les J.S.R. proposent, en effet, la constitution d'un Comité d'unification, qui aurait pour tâche principale la préparation d'une Conférence d'unification.

Morga, ayant rappelé qu'il y a déjà plusieurs mois que la J.C.I. propose la constitution d'un tel Comité, montra que, pour faire œuvre utile, celui-ci doit rassembler toutes les organisations oppositionnelles de la jeunesse, doit établir les contacts indispensables et intéresser tous les jeunes exploités au problème de la constitution d'une nouvelle organisation internationale de la jeunesse révolutionnaire. Ce Comité n'est pas une super-organisation ni un organisme permanent. Il doit, au contraire, aboutir rapidement à une Conférence d'unification. L'accord sur un programme se fera au travers d'une expérience commune ; c'est pourquoi, dès maintenant, doit être constitué un Front unique d'action sur quelques points précis : lutte contre les deux ans, contre la guerre impérialiste, contre la préparation de l'union sacrée, etc...

Morga, rappelant ensuite notre position constante sur cette question, dit qu'il n'y a pas d'unification possible en dehors d'un programme politique clair qui tire les leçons de la faillite des II^e et III^e Internationales et qui rompt absolument avec le Front populaire et la collaboration avec la bourgeoisie radicale.

En conclusion, il apporta l'adhésion de la J.C.I. au Comité d'unification et demanda que la Conférence nationale des J.S.R. ne se sépare pas avant qu'aient été arrêtées les modalités d'un Front unique entre les di-

verses organisations oppositionnelles de la jeunesse.

La position de la J. S. O. P.

Après l'intervention d'un camarade américain qui apporta le salut des J.S. adhérentes au mouvement pour la IV^e Internationale et donna d'intéressants renseignements sur son organisation et sur l'action qu'elle mène aux Etats-Unis, le camarade Ladmira! développa la position de la J.S.O.P.

Indiquons tout de suite que nous doutons fort que cette position soit celle des camarades adhérents à la J.S.O.P. et que nous ne pensons pas que c'est à la suite d'une discussion dans l'organisation de ce groupe qu'aient été arrêtés les termes de l'intervention de Ladmira!.

En effet, celui-ci, reprenant à son compte les vieilles critiques réformistes, syndicalistes et souvariniennes (ce sont, au fond, les mêmes), se livra à une attaque contre le bolchevisme dans lequel il voit la cause principale de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Ladmira! se déclara d'accord pour une nouvelle Internationale mais dit qu'il y avait, à l'heure actuelle, une équivoque car on ne pouvait savoir s'il s'agissait de créer une IV^e Internationale ou d'adhérer à une IV^e Internationale actuellement existante. Il déclara que les méthodes employées par le Secrétariat International en Espagne, en Hollande et en France étaient des méthodes bureaucratiques, comme celles de l'Internationale Communiste en 1919 et en 1921.

Il demanda que soient mises en discussion la question de l'U.R.S.S., celles de la dictature du prolétariat, de l'Etat ouvrier, etc., etc...

Au nom de la J.C.I., Morga se delimita de Ladmira!, montrant qu'au fond il s'agit de savoir si, comme l'affirment certains dirigeants du P.S.O.P., on entend reprendre la position prise par Blum en 1920 contre le bolchevisme, ou si, au contraire, on entend continuer le bolchevisme contre Blum et les réformistes.

La position de la J. S. R.

En réponse à la J.C.I. et à la J.S.O.P., tour à tour, Hic, Craipeau, Gabard, Lefèvre, Naville et Max définirent la position de la J.S.R.

Répondant à Ladmira!, ils dénoncèrent fort justement le Bureau de Londres.

Ils déclarèrent qu'il est sans importance de se dire « pour » ou « de » la IV^e Internationale. Il existe un mouvement international et il faut qu'il n'y ait plus, dans chaque pays qu'un groupe adhérent à ce mouvement. Contrairement à ce qu'ils disaient et écrivaient autrefois, ils déclarèrent qu'il s'agit bien de « construire ensemble » et ils en apportèrent comme preuve le fait que la J.S.O.P. et le P.O.U.M. ont été invités à participer aux Conférences internationales qui seront prochainement organisées par le Secrétariat International.

Sur la construction de la nouvelle jeunesse en France, ils indiquèrent, à notre étonnement, qu'il ne convient pas d'attacher trop d'importance à l'appel lancé dans « Révolution » et qu'au surplus cet appel est mal rédigé. Ils se prononcèrent pour la reprise de pourparlers entre la J.C.I. et la J.S.R. et pour le Front unique des organisations oppositionnelles de jeunes.

Quelques précisions

Il convient maintenant d'apporter des précisions sur quelques points qui furent

soulevés au cours de cette séance de la Conférence Nationale des J.S.R.

A Lefèvre, qui prétendait que la J.C.I. était venue là pour reconnaître ses erreurs, il fut répondu que les jeunes communistes-internationalistes n'avaient à reconnaître aucune erreur car ils n'avaient pas conscience d'en avoir commis. Bien au contraire, leurs propositions sont aujourd'hui reprises dans « Révolution ». En ce qui concerne les organismes internationaux et, plus particulièrement, le Secrétariat International pour les Jeunes, la J.C.I. a toujours fait des réserves sur la façon dont ils avaient été élus. Elle maintient ses réserves.

A Gabard, qui déclara que le Comité d'unification n'était pas fait en vue de l'unification de la J.S.R., avec toutes les organisations oppositionnelles de jeunes mais seulement en vue de l'unification avec les J.S. de l'Aisne, Morga répondit que, si c'était là la position de la J.S.R., ce serait l'aveu que l'appel lancé dans « Révolution » n'est qu'une manœuvre assez grossière. Bien plus, cet appel, affirmant que le Comité d'unification doit aboutir à une Conférence d'unification d'où sortira « l'organisation de masse de la jeunesse révolutionnaire », admettre la thèse soutenue par Gabard, ce serait admettre que, dès que sera réalisée la fusion des J.S.R. et des J.S. de l'Aisne, « l'organisation de masse » sera constituée.

Naville et un autre camarade, déformant nos propositions, prétendirent que nous voulions constituer un Comité avec on ne sait quelles adhésions individuelles et faire, ensuite, l'unification sur un programme large, un programme minimum. Jamais nous n'avons eu une telle position. Nous n'avons jamais parlé d'adhésions individuelles à un comité qui doit seulement grouper des délégués d'organisations oppositionnelles de jeunes. Mais nous avons toujours dit — aujourd'hui comme hier — que ce Comité devrait porter le problème de la construction de la nouvelle Jeunesse devant l'ensemble des jeunes exploités, même inorganisés, qui ont pris conscience de la trahison des II^e et III^e Internationales et qu'il devrait associer ces jeunes camarades aux actions de Front unique.

De même, bien loin d'avoir proposé un regroupement sur un programme large, nous avons toujours soutenu que le regroupement ne pourrait se faire que sur un programme bolchevik-léniniste, c'est-à-dire tirant les leçons de la dégénérescence du mouvement ouvrier. Pour notre part, nous souscrivons absolument aux trois points définis dans le dernier numéro de « Révolution » et nous disons aussi que le regroupement ne peut se faire en dehors de ces trois points.

Et maintenant ?

La Conférence nationale des J.S.R. et la sérieuse confrontation qu'elle a permise est un sérieux pas en avant sur la voie du regroupement révolutionnaire de la jeunesse. Mais cette discussion, si utile, ne doit pas être sans lendemain.

La J.C.I. est bien décidée à faire tous ses efforts pour que soit créé au plus tôt un véritable Comité d'unification qui se mette sérieusement au travail et pour que soit réalisé très rapidement un Front unique des organisations oppositionnelles de jeunes.

En ce qui concerne la reprise des pourparlers entre la J.C.I. et la J.S.R., nous ferons, cette semaine, des propositions dont nos lecteurs pourront prendre connaissance dans le prochain numéro de « La Commune ».